



Association pour
le développement
de l'éducation
en Afrique

« Atteindre et éduquer les plus marginalisés ? » Berne le 3 février 2010

Commentaires sur le Rapport Mondial de Suivi (RMS) de l'Education pour tous, 2010

Ce rapport sur le suivi de l'EPT est intéressant sous plusieurs angles. De manière générale, il apporte des informations et des éléments d'analyse du contexte mondial marqué aujourd'hui par la crise financière et ses conséquences par rapport à l'investissement dans le domaine de l'éducation.

Il nous fournit en outre des données permettant de passer en revue les progrès accomplis en ce qui concerne chacun des six objectifs de l'EPT, avec des exemples provenant des différentes régions du monde, avec un accent particulier sur l'aspect relatif à la qualité de l'éducation.

Enfin, il nous propose une analyse qui prend en compte différents facteurs relatifs à l'éducation des plus marginalisés.

Il n'est pas aisé d'écrire un document censé porter un regard d'ensemble sur la situation de l'éducation dans le monde entier, qui reflète en même temps de manière approfondie certaines spécificités régionales, notamment en ce qui concerne l'Afrique.

Les commentaires qui suivent traduisent plutôt quelques réflexions qu'a suscitées en moi la lecture de ce rapport, à la lumière des préoccupations partagées au sein de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA) sur l'accès à une éducation de qualité pour tous d'ici 2015.

- Les causes de la malnutrition ne s'expliquent qu'en partie par la menace de la crise économique et l'augmentation des prix mondiaux des denrées alimentaires. Elles s'expliquent aussi par les mauvais choix de politiques agricoles axées sur les cultures de rente au détriment de cultures vivrières, le changement de certaines habitudes alimentaires, avec pour conséquence la dépendance par rapport aux denrées alimentaires importées de l'extérieur du continent africain.
- Il y a eu certes des progrès dans le domaine de l'alphabétisation, notamment l'alphabétisation des femmes, mais ces progrès restent insuffisants dans le contexte actuel de crise économique profonde. Or en situation de crises, de conflits de toutes sortes, ce sont les femmes qui portent à bout de bras nos sociétés. Investir dans leur éducation, c'est un droit fondamental certes, mais c'est aussi un investissement pour le développement social, économique et culturel.
- Il est important de montrer le lien entre l'augmentation de la pauvreté et la

baisse des investissements des ménages en faveur de l'éducation, et de souligner aussi les efforts énormes auxquels consentent même les ménages pauvres, qui voient dans l'éducation de leurs enfants une porte de sortie de la situation de pauvreté.

- Le chômage des jeunes représente un défi mondial de plus en plus grand, surtout en Afrique, continent avec le pourcentage de jeunes le plus élevé dans le monde. Dans ce contexte, l'enseignement technique et la formation professionnelle classiques dispensés dans les établissements n'est pas une panacée scolaire. Elle est souvent en décalage avec la réalité économique et sociale des jeunes. Elle ne touche qu'une infime partie des jeunes et ne garantit pas toujours leur insertion socioprofessionnelle et économique.
- Enfin, il convient de dire que les systèmes éducatifs mêmes sont sources d'exclusion et de marginalisation dans les pays en développement, dans la mesure où ils ne reconnaissent pas et n'intègrent pas dans leurs programmes la diversité linguistique et culturelle, de même que les valeurs des apprenants.

Défis et enjeux principaux pour l'ADEA pour améliorer l'accès des groupes marginalisés à une éducation de qualité

Ils sont de plusieurs sortes.

Tout d'abord, notre perception des marginalisés doit évoluer. En effet, si nous prenons en considération les populations des zones rurales, les nomades, les minorités ethniques, les femmes qui n'ont pas accès à l'éducation, il s'agit de couches de populations très importantes et non de groupes minoritaires. D'autre part, si dans beaucoup de pays africains les populations rurales constituent encore la majorité qui produit une partie non négligeable de la richesse nationale, surtout pour ce qui concerne la production agricole, l'élevage et la pêche, alors les défis et enjeux de leur éducation deviennent de véritables défis de développement économique et social.

L'autre défi important pour l'ADEA est celui de la qualité. Depuis le forum mondial de Dakar, les gouvernements, les parents, les communautés et les partenaires externes de coopération ont beaucoup investi dans l'éducation, afin d'améliorer l'accès à l'éducation. Les résultats qui ressortent de ce rapport l'attestent, même si nous devons nous rendre à l'évidence que les objectifs d'EPT d'ici 2015 ne seront pas atteints pour bon nombre de pays africains. Le plus inquiétant cependant est le problème de la qualité. En effet, on estime qu'en moyenne 59% des enfants qui finissent l'école primaire en Afrique ne maîtrisent pas les connaissances fondamentales en lecture, écriture et calcul. Ces enfants vont renflouer le groupe des marginalisés. Le problème pour l'ADEA n'est pas de savoir comment améliorer la qualité de l'apprentissage. Depuis la biennale de 2003 elle a produit une somme considérable de documents capitalisant les expériences novatrices et porteuses en la matière et qui ont mis l'accent sur les facteurs qui influent sur la qualité de l'apprentissage. En outre, dans les pays même où l'on constate de faibles résultats d'apprentissage on décèle aussi une bonne qualité d'apprentissage dans certaines écoles. Le défi consiste à faire en sorte que la bonne qualité d'apprentissage s'étende à la majorité des établissements scolaires et centres d'alphabétisation.

Un autre défi est le lien entre l'éducation, la formation et le développement de

compétences pour l'insertion socioprofessionnelle et économique des jeunes. Par pays ces jeunes représentent des centaines de milliers de personnes aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines, et souvent n'ayant pas terminé le cycle d'éducation de base.

Pour relever tous ces défis, l'ADEA, en tant que forum de dialogue politique sur l'éducation composée des cinquante trois ministères de l'éducation et de représentants de 18 agences de coopération, offre un espace de dialogue visant à avoir une compréhension partagée des défis et enjeux et une vision commune des orientations stratégiques. Ce dialogue est nourri par le travail analytique réalisé par les 9 groupes de travail, la capitalisation d'expériences novatrices ayant fait leur preuve en Afrique et ailleurs, les échanges d'expériences et d'expertise entre les pays. Les moments forts pour ce dialogue sont les biennales, les conférences et les séminaires thématiques qui rassemblent les représentants de toutes les parties prenantes de l'éducation en Afrique.

Afin de s'assurer que ces conférences et biennales débouchent sur des changements qualitatifs dans les pays, l'ADEA a mis en place des « pôles de qualité inter-pays » qui regroupent autour d'une même problématique des pays et des partenaires stratégiques qui apportent une expertise dans un domaine spécifique. Il existe actuellement un pôle sur l'éducation pour la paix – sous le leadership du Kenya -, un autre sur l'alphabétisation et l'utilisation des langues africaines dans l'éducation (le Burkina Faso en assure le leadership). Trois pôles sur le développement de la petite enfance, la profession enseignante et l'enseignement technique et la formation professionnelle sont en cours de constitution. L'idée derrière ces pôles est que ce sont les pays qui construisent eux-mêmes sur les dynamiques existant au niveau national et sous-régional, l'ADEA (par ses groupes de travail et son secrétariat) et les partenaires de coopération au développement venant en appui/accompagnement de ces dynamiques.

Messages aux différents acteurs suisses

- Qu'il s'agisse des ONG, de la DDC, des Universités, Instituts, etc..., la Suisse a travaillé dans l'esprit du partenariat, en accompagnant des expériences éducatives novatrices qui ont donné des résultats reconnus par tous (écoles bilingues, programmes d'alphabétisation, écoles communautaires, pédagogie du texte, formation de formateurs, etc...), et cela dans la durée. Cet esprit de partenariat et d'accompagnement des dynamiques locales dans la durée est la clef de voûte pour assurer à terme la qualité de l'éducation.
- La Suisse s'est toujours engagée au côté des pays pauvres et des populations les plus défavorisées (Loi fédérale de 1976). Cet engagement doit constituer la base des orientations de la coopération en faveur des marginalisés.
- Les thèmes liés aux conflits, au changement climatique, à la migration, au développement durable sont très importants aujourd'hui et méritent d'être pris en compte dans la coopération internationale. Cependant, l'éducation/formation reste et demeurera le véritable socle du développement économique, social, culturel et politique en Afrique et le facteur d'une démocratie participative et de la paix entre les différentes composantes de la population dans un pays.